

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES AVRE LUCE ET MOREUIL



R.C

REGLEMENT DE CONSULTATION

MARCHE D'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS TECHNIQUES DU CENTRE AQUATIQUE INTERCOMMUNAL ALMEO A MOREUIL

Appel d'offres ouvert

ETABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE 67 DU DÉCRET RELATIF AUX MARCHES PUBLICS

Date et heure limites de réception des offres :

le vendredi 03 août 2018 à 15H00 délai de rigueur

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 2 - CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES	3
2.1 - Étendue de la consultation et mode d'appel d'offres.....	3
2.2 - Décomposition en tranches et en lots.....	3
2.3 - Mode de passation des marchés	3
2.4 - Variante	4
2.5 - Option	4
2.6 - Modification de détail au dossier de consultation	4
ARTICLE 3 – MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION ET PRESENTATION DES OFFRES	4
3.1 - Contenu de l'enveloppe relative à la candidature	5
3.2 - Contenu de l'enveloppe relative à l'offre	7
ARTICLE 4 – OUVERTURE DES PLIS ET JUGEMENT DES PROPOSITIONS.....	8
4.1 - Choix des candidatures retenues	8
4.2 - Choix du titulaire du marché.....	8
4.3 - Classement.....	9
ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PROPOSITIONS (support papier)	9
ARTICLE 6 – MODALITES DE VISITE DU SITE.....	11
ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	11
ANNEXES AU PRESENT REGLEMENT DE LA CONSULTATION :.....	11

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE 1 - OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres concerne :

**le marché d'exploitation des installations
techniques du centre aquatique intercommunal Alméo situé à Moreuil (80110)**

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES

2.1 - Étendue de la consultation et mode d'appel d'offres

Appel d'offres ouvert

2.2 - Décomposition en tranches et en lots

Sans objet

2.3 - Mode de passation des marchés et durée

L'exploitation sera exécutée par un exploitant spécialisé, titulaire de la qualification correspondante aux prestations demandées.

Le marché est reconductible 1 fois, de manière expresse dans les conditions définies au CCAP, pour une période de 1 an, soit une durée maximale de 2 Ans.

L'entreprise se verra confier :

- ❑ poste P1 - fourniture des fluides
 - P1/1 gaz naturel
 - P1/2 électricité
 - P1/3 eau
 - P1/4 produits de traitement
- ❑ poste P2 : conduite, entretien, maintenance et réglage des installations techniques suivantes, dans leur totalité (art 2.1 du CCTP)
 - Chauffage, traitement d'air, production d'ECS
 - Filtration traitement d'eau des bassins et pédiluves (y compris l'ensemble du toboggan)
 - Électricité, Courants faibles et forts
 - Plomberie sanitaire.

poste P3 : Garantie totale des installations

Le marché sera de type Marché forfaitaire (MF).

Le montant afférent à la consommation de fluides est évalué à prix forfaitaire. Les prestations de conduite et d'entretien courant feront l'objet d'un règlement forfaitaire.

Les fluides nécessaires à la réalisation de ses obligations contractuelles sont à la charge du titulaire.

Le Maître de l'Ouvrage se réserve la possibilité, à l'issue de la consultation, de déclarer l'appel d'offres sans suite ou infructueux, si aucune offre n'a été remise ou s'il n'a été proposé que des offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

2.4 - Variante

La présentation de variantes, au sens de l'article 58-I du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, est autorisée.

Les candidats qui présentent des variantes doivent également remettre une offre pour la solution de base.

Les exigences minimales que les variantes doivent respecter et les modalités de leur présentation sont les suivantes :

Proposition sur une meilleure gestion technique et calendaire du site en termes de conduite incluant à minima les prescriptions techniques du CCTP.

2.5 - Option

Il n'est pas demandé d'option dans la présente consultation.

2.6 - Modification de détail au dossier de consultation

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 15 (quinze) jours avant la date fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

2.7 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 (cent vingt) jours à compter de la date limite de remise des offres.

2.8 – Visite du site

Une visite du site est obligatoire, le candidat devra annexer l'attestation de visite à l'acte d'engagement.

ARTICLE 3 – MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION ET PRESENTATION DES OFFRES

Le dossier de consultation des entreprises sera remis gratuitement à chaque entreprise qui en fera la demande par écrit auprès de la Régie de gestion d'Alméo, à l'adresse suivante :

Régie de gestion d'ALMEO
144, rue du Cardinal Mercier
80110 MOREUIL

par demande de téléchargement sur le site internet : <http://marchespublics596280.fr>

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française.

Le présent marché est conclu en Euros.

Chaque candidat aura à produire, un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui ; ces pièces seront acceptées par le candidat sans modification et signées sans réserve.

Remise des plis par voie électronique :

Conformément aux dispositions de l'article 40 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le pouvoir adjudicateur autorise la transmission des candidatures et des offres des entreprises par voie électronique à l'adresse suivante : <http://marchespublics596280.fr>

Les pièces suivantes devront être signées de façon électronique et individuellement (pas de dossier zippé signé): Acte d'engagement, DQE.

Pour remettre électroniquement leur offre, les candidats doivent disposer d'un certificat de signature électronique.

Celui-ci doit répondre aux exigences propres à l'authenticité et l'intégrité de la signature électronique définies par l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, notamment les articles 2 à 6. Le format des certificats utilisés doit ainsi être conforme aux exigences de sécurité du référentiel général de sécurité (RGS) ou équivalent (voir ci-après pour les équivalences) et respecter le format XAdES, PAdES ou CAdES.

Concernant les exigences de sécurité, l'article 2 de l'arrêté cité plus haut édicte que ce certificat est "constitutif d'un produit de sécurité mentionné à l'article 12 de l'ordonnance du 8 décembre 2005" : c'est-à-dire qu'il est conforme au RGS.

Cependant il peut aussi être délivré par une autorité de certification figurant sur la liste de confiance d'un État membre de l'Union européenne, mise à la disposition du public par la Commission européenne : dans ce cas, la conformité du produit au RGS est présumée.

Ou encore, il est délivré par une autorité de certification française ou étrangère : sans être attesté conforme au RGS, il répond à des normes équivalentes. Dans cette hypothèse le signataire transmet gratuitement et obligatoirement, avec le document signé, le mode d'emploi permettant au représentant du Pouvoir Adjudicateur de contrôler la conformité du certificat utilisé au RGS. Il transmet l'adresse du site internet de l'autorité de certification qui a délivré le certificat de signature et qui mentionne sa politique de certification.

Les candidats auront recours au prestataire de certification de leur choix.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la délivrance d'un certificat de signature électronique qu'il soit RGS, équivalent RGS par un organisme habilité à en délivrer peut prendre de quelques jours à quelques semaines.

Les propositions doivent être transmises dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature du candidat selon les exigences posées aux articles 1316 à 1316-4 du Code civil. La transmission doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

Les entreprises peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique.

3.1 - Contenu de l'enveloppe relative à la candidature

Renseignements et justifications à produire concernant les qualités et capacités juridiques, techniques, économiques et financières des candidats.

Chaque candidat devra obligatoirement produire les documents ci-après :

* Les capacités administratives:

- une lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants, conforme au modèle DC 4
- documents visés par les articles 43 à 45 du Code des marchés publics,
- une déclaration du candidat, conforme au modèle DC5
- une copie du ou des jugements en cas de redressement judiciaire,
- une déclaration sur l'honneur du candidat dûment datée et signée pour justifier qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

* Les capacités économiques et financières :

- une déclaration du chiffre d'affaires global et du chiffre d'affaires concernant les prestations, objet du marché, réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles

* Les capacités techniques :

- un cahier de présentation de références techniques portant sur des références piscines et/ou des références similaires jugées significatives des activités professionnelles de l'entreprise depuis trois ans, précisant pour chaque référence, la désignation des prestations accomplies, leur importance et les prestations assurées.
- des certificats de qualifications professionnelles, agréments ou certificats de capacité que possède le candidat,
- une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des trois dernières années,
- la présentation d'une liste de références générales de l'entreprise en cours d'exécution ou exécutées au cours des trois dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé,
- une déclaration indiquant le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.

Pour les entreprises nouvellement créées, les candidats devront fournir les éléments équivalents susceptibles de permettre d'apprécier leurs moyens (financiers, humains et matériels), ainsi que le cas échéant la liste des éventuelles prestations en cours en précisant pour chacune d'elles le montant et la nature des prestations exécutées.

Les groupements sont admis à répondre à cette consultation.

3.2 - Contenu de l'enveloppe relative à l'offre

** Un projet de marché comprenant :*

- Un acte d'engagement (A.E) et ses annexes : (à compléter selon les exemplaires fournis), Cet acte d'engagement sera accompagné éventuellement par des demandes d'acceptation de sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiements, pour les sous-traitants désignés au marché (annexe à l'Acte d'Engagement) en cas de sous-traitance. Le candidat devra indiquer, le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter, et par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) : cahier ci-joint à accepter sans modification et à signer
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes : cahier ci-joint à accepter sans modification
- Les tableaux de décomposition de prix par poste à compléter et à joindre en annexe à l'acte d'engagement
- L'attestation de visite du site à joindre en annexe à l'acte d'engagement.

** Un mémoire justificatif, établi par l'entreprise qui, joint à son offre, précisera notamment les dispositions qu'elle se propose d'adopter pour l'exécution des prestations demandées*

Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'Exploitant, en particulier, il devra y être joint :

- Les spécifications concernant la provenance des principales fournitures et consommables utilisés dans les installations techniques et les références des fournisseurs correspondants. Le candidat devra par ailleurs quantifier dans son offre, le stock permanent de pièces de remplacement et de produits de traitement envisagé, il devra s'engager sur l'évaluation des seuils mini du stock de produits de traitement d'eau,
- Une démarche d'optimisation de consommation des fluides (électricité, gaz et eau). Il analysera toutes les solutions compatibles avec la bonne marche des installations et les valeurs contractuelles. Il précisera, en particulier, les réglages et essais qu'il compte mettre en œuvre afin de parvenir à un point de fonctionnement optimal des équipements. Le candidat développera et détaillera concrètement, en évaluant l'incidence sur les consommations,
- Un plan d'action, au titre de la prestation P2, explicitant la politique de maintenance prévue par l'entreprise, laquelle doit prendre en compte la maintenance préventive, la maintenance préventive conditionnelle et la maintenance corrective,
- Les dispositions prévues par le candidat pour la prévention des dysfonctionnements, pour veiller à la pérennité des matériels, la sécurité et l'hygiène et la lutte contre les nuisances vis-à-vis de l'environnement, l'application des consignes et règlements,
- Le plan de formation en vigueur dans l'entreprise et son application au personnel qui sera affecté au site. Le candidat précisera dans son offre le nombre de techniciens permanents et non permanents. Il détaillera le plan de formation envisagé pour la connaissance du matériel et de l'équipement GTC en place,
- Les outils et méthodes de management et d'organisation prévus par le candidat pour satisfaire aux objectifs demandés dans le présent dossier de consultation,
- La démarche et politique de qualité des interventions qui seront assurées par le candidat,
- La démarche de sécurité adoptée par l'entreprise pour maîtriser les risques encourus par les biens et les personnes et respecter la réglementation en général,

- Le plan de prévention de l'entreprise adapté aux particularités des installations à exploiter,
- La procédure d'astreinte proposée par le candidat : il développera dans son offre le détail d'organisation de son service d'astreinte et de permanence et précisera explicitement le délai maximum pour chaque type d'intervention (dépannage technique et problème de traitement d'eau).
- Les moyens en matériel,
- La collaboration avec les Services du Maître de l'ouvrage (gestion technique quotidienne, réunions, rapports de synthèse, gestion des contrôles, gestion des dispositions administratives et financières du marché),
- Le détail de l'organisation et les moyens prévus pour assurer les prestations de maintenance,
- La liste des personnels proposée pour l'opération,
- Les dispositions prévues pour lutter contre la présence des risques sanitaires et la pérennité des matériels (adoucissement, légionellose et corrosion),

Ces propositions s'appliqueront à l'ensemble des domaines de compétence associés au présent marché (chauffage, traitement d'air, eau sanitaire, traitement d'eau, plomberie, éclairage...).

3.3 – Informations complémentaires

Les échanges d'information entre la personne publique et les candidats, nécessaires dans le cadre de la consultation, seront effectués sur support papier.

ARTICLE 4 – OUVERTURE DES PLIS ET JUGEMENT DES PROPOSITIONS

Les entreprises devront fournir tous les éléments nécessaires au jugement de leur candidature et leur offre. Tout dossier non conforme ou incomplet sera immédiatement écarté.

Seuls les plis reçus dans les conditions prévues au Code des marchés publics et au présent règlement et contenant des dossiers complets et signés ayant pouvoir pour engager l'entreprise ainsi qu'une offre conforme à l'objet du marché répondant exclusivement à la nature et à l'étendue des besoins à satisfaire, seront pris en considération.

4.1 - Choix des candidatures retenues

L'ouverture des plis des offres sera réalisée conformément aux conditions définies dans le Code des Marchés Publics. Il sera d'abord procédé à l'ouverture de l'enveloppe « pièces administratives » en vue d'enregistrer les pièces présentées.

La décision d'admission ou non du candidat s'effectue sur :

- La présence de l'ensemble des documents demandés.
- Les garanties juridiques, professionnelles, techniques et financières adaptées à l'objet du marché.

4.2 - Jugement des offres

Il ne sera procédé à l'ouverture de l'enveloppe « Offre » qu'à la condition que le candidat ait été admis après l'ouverture de la première enveloppe.

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues à l'article 62 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique. .

- **Valeur technique de l'offre appréciée au vu d'un mémoire justificatif présenté par le candidat (coefficient 70).**

- | | |
|--|-----------|
| • gestion de la maintenance préventive | 15 points |
| • démarche d'optimisation des consommations de fluides | 15 points |
| • composition et formation du personnel | 10 points |
| • méthodologie d'actions pour lutter contre la présence des risques sanitaires | 10 points |
| • organisation du service d'astreinte, délais d'intervention | 10 points |
| • stock mini de pièces et de produits essentiels au fonctionnement des installations | 10 points |

- **Valeur financière de l'offre (coefficient 30).**

Le critère prix sera apprécié à partir de l'estimation de la maîtrise d'ouvrage.

4.3 - Choix et classement

Au vu de ces critères, il sera établi un classement par ordre décroissant des offres.

Les offres sont classées en fonction du total des scores obtenus à l'issue de l'analyse des deux critères (le score maximum est donc de 100 points).

L'offre obtenant le score total le plus élevé est l'offre économiquement la plus avantageuse au sens du code des marchés publics est retenue

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer les sous-détails des prix unitaires ou les décompositions des prix forfaitaires qu'elle estimera nécessaires lors de l'examen des offres.

Conformément à l'article 46 du code des marchés publics, le marché ne pourra être attribué au candidat retenu, que sous réserve que celui-ci produise, obligatoirement, dans un délais de 10 jours à compter de la réception de la demande du pouvoir adjudicateur, les certificats concernant les obligations sociales et fiscales ci-dessus, délivrés par les administrations et organismes compétents ainsi que les pièces prévues à l'article R324-4 ou 324-7 du code du travail, ces dernières devant être produites tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution des marchés.

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PROPOSITIONS

Les propositions seront transmises sous triple enveloppes. Elles devront être :

- remises contre récépissé au siège de la Régie de gestion d'ALMEO, 144, rue du Cardinal Mercier 80110 Moreuil aux jours et heures suivantes : du lundi au vendredi de 9H00 – 12H00 / 13H30-16H00 ou,
- envoyées par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, à la même adresse.

- **La première enveloppe intérieure** sera cachetée et contiendra les justifications à produire par le candidat conformément à l'article 3.1 du présent règlement de la consultation. Elle portera les mentions suivantes :

"PREMIERE ENVELOPPE INTERIEURE : CANDIDATURE"

- **La seconde enveloppe intérieure** sera cachetée et contiendra les offres, conformément à l'article 3.2 du présent règlement de la consultation. Elle portera les mentions suivantes :

"DEUXIEME ENVELOPPE INTERIEURE : OFFRE"

L'attention des candidats est attirée sur l'obligation d'indiquer leur nom sur les deux enveloppes intérieures. Lorsque l'offre émane d'un groupement d'entreprises, le nom de toutes les entreprises doit être mentionné, le nom de l'entreprise mandataire doit être spécialement signalé.

- **L'enveloppe extérieure** portera l'adresse :

**REGIE DE GESTION D'ALMEO
144, rue du Cardinal Mercier
80110 MOREUIL**

et les mentions suivantes :

**APPEL D'OFFRES POUR
EXPLOITATION DES INSTALLATIONS
TECHNIQUES DU CENTRE AQUATIQUE INTERCOMMUNAL ALMEO
"NE PAS OUVRIR AVANT LA SEANCE D'OUVERTURE DES PLIS"**

Cette enveloppe ne comportera pas les coordonnées et nom du candidat

- Déposées sur la plateforme dématérialisée : <http://marchespublics596280.fr>

Les offres devront parvenir avant les dates et heures indiquées sur la page de garde du présent règlement de la consultation, soit : .

Jusqu'au Vendredi 03 août 2018 à 15H00

Les dossiers qui ne seront pas retenus seront renvoyés à leurs auteurs dans les cas suivants :

- s'ils sont remis, ou dont l'avis de réception serait délivré, après la date et l'heure limites fixées,
- ceux remis sous enveloppe non cachetée,
- dont la première enveloppe ne contiendrait pas les documents prévus à l'article 3.1.

Aucun envoi n'est autorisé par voie électronique ou par télécopie.

ARTICLE 6 – MODALITES DE VISITE DU SITE

Chaque candidat devra obligatoirement s'être rendu sur le site, préalablement à la remise de l'offre, afin de reconnaître les lieux.

A cette fin, les candidats devront s'adresser à la personne ci-dessous désignée qui visera ou fera viser le certificat de visite prévu à l'article 2.8 du présent règlement.

Ils devront préalablement prendre rendez-vous par téléphone au numéro suivant :

03-22-09-04.90 M. Bertrand DEMOUY

ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 15 jours avant la remise des offres, une demande écrite à :

Correspondant : Monsieur Bertrand DEMOUY

Alméo Parc des Sports – Rue Maurice Garin- 80110 MOREUIL

Téléphone : 03.22.09.04.90 - Télécopie : 03.22.09.04.89 - Email : almeo.direction@almeo.fr

ANNEXES AU PRESENT REGLEMENT DE LA CONSULTATION :

- Tableau de références récentes pour des opérations similaires
- Certificat de visite

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES AVRE LUCE ET MOREUIL



Annexe n°1 au Règlement de consultation

Tableau de références récentes pour des opérations similaires

**MARCHE D'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS
TECHNIQUES DU CENTRE AQUATIQUE INTERCOMMUNAL
ALMEO A MOREUIL**

Appel d'offres ouvert

**Passé en application des articles 33, 57 à 59 du Code des Marchés Publics
(décret n°2006-975 du 1er août 2006)**

Tableau de références récentes pour des opérations similaires

Désignation de l'opération	Date	Durée du contrat	Nbre de personnes	Caractéristique de l'équipement		Caractéristiques du contrat		Astreinte 24h/24 Oui - Non	Coût annuel du contrat (K€ HT)	Prestations assurées pour la maintenance				
				Type de bassin	Surface (m²)	Prestations	Type de marché			Chauffage	Ventilation traitement d'air	Traitement d'eau	GTC	Autres

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES AVRE LUCE ET MOREUIL



Annexe n°2 au Règlement de consultation

Certificat de visite

**MARCHE D'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS
TECHNIQUES DU CENTRE AQUATIQUE INTERCOMMUNAL
ALMEO A MOREUIL**

Je soussigné,

De la société

certifie que

.....

s'est rendu sur le site, le

afin de visiter les lieux.

Fait à, le

Régie de gestion d'Alméo – Parc des sports – Rue Maurice Garin – 80110 MOREUIL

Tél : 03.22.09.04.90 Fax : 03.22.09.04.89 Site internet : www.almeo.fr